

Le pays aux millions de révoltes

Anthony Dias

Numéro 773, juillet–août 2014

L'Inde, terre de luttes et d'espoirs

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/71988ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Centre justice et foi

ISSN

0034-3781 (imprimé)

1929-3097 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Dias, A. (2014). Le pays aux millions de révoltes. *Relations*, (773), 27–28.



Le pays aux millions de révoltes

Devant le fossé qui se creuse entre les possédants et les démunis en Inde, une multitude de mouvements sociaux se lèvent et témoignent du courage et de la détermination de la population face à l'injustice.

ANTHONY DIAS

Obsédé par un modèle centré sur la performance économique strictement mesurée par le PIB et le taux de croissance, l'État indien est prêt à piétiner les droits humains et à polluer l'environnement. Ses politiques ont creusé plus profondément le fossé entre les possédants et les démunis, au point où l'inégalité est devenue l'un des plus graves problèmes du pays. L'Inde *mainstream*, l'Inde des villes et des élites rurales a prospéré ces dernières années aux dépens des tribus autochtones et des autres habitants des forêts, pour qui le «développement» a été synonyme d'appauvrissement et de marginalisation. Mais ils s'organisent en une multitude de mouvements pour revendiquer un développement qui réponde à leurs besoins.

DES LUTTES DE NATURES DIVERSES

Les mouvements sociaux en Inde peuvent être classés en quatre grandes catégories : les mobilisations des *Adivasis* et des habitants des forêts contre les projets invasifs de l'État ou le comportement prédateur des multinationales; la résistance des villageois contre de grands projets tels les barrages, les parcs industriels, les centrales nucléaires, qui menacent de les chasser de leur habitat et dégradent l'environnement; les campagnes de la société civile contre le crime et la corruption; les luttes sécessionnistes pour le droit à l'autodétermination dans le nord-est du pays et le Cachemire. Je m'attarderai ici aux deux premières.

De grands mouvements de masse, forts d'appuis internationaux, ont marqué les dernières décennies. Dans les années 1970-1980, par exemple, le mouvement de la Silent Valley, contre un projet hydro-électrique sur la rivière Kunthipuzha située dans l'État du Kerala, a réussi à faire pression sur la première ministre de l'époque, Indira Gandhi, pour que soit protégée cette vallée riche d'une grande biodiversité et abritant des espèces menacées. La zone est devenue un parc national et un processus obligatoire d'évaluation des impacts environnementaux préalable à la réalisation de tout projet majeur y a été mis en place.

Le mouvement Chipko (qui signifie «êtreindre» en hindi) a réussi pour sa part à protéger les arbres de la région du Garhwal dans l'État de l'Uttarakhand. C'est en enlaçant les arbres que ce mouvement, mené par des femmes de l'Himalaya dans les années 1970, a empêché leur coupe et le déboisement de vastes zones destinées aux activités de

Photo : Bruno Ricca, 2013

L'auteur, jésuite, est directeur du Xavier Institute of Social Research & Action à Mumbai

LA GUÉRILLA NAXALITE

Le précédent gouvernement de l'Alliance progressiste unie, dirigé par Manmohan Singh, voyait dans les groupes naxalites d'obédience maoïste la « plus grande menace à la sécurité intérieure » de l'Inde, avant même le terrorisme. Ces groupes d'extrême-gauche contrôlent presque le tiers des districts situés à l'est de l'Inde, connus sous le nom du Corridor rouge. La répression de l'État face à la violence sociale et politique est aussi choquante que contreproductive, l'injustice dont les populations de ces régions sont victimes, notamment le déplacement forcé et la pauvreté, étant à la source de cette guérilla – et non pas un simple problème de « loi et d'ordre ». Le gouvernement fédéral a, entre autres choses, lancé l'opération « Chasse verte », formant et armant des commandos chargés de chasser les naxalites de ces zones forestières riches en minéraux¹. **A. D.**

1. Lire Walter Fernandes, « Autochtones marginalisés de l'Inde », *Relations*, n° 758, août 2012.

LES DALITS

Un architecte de la Constitution indienne de 1950, et *dalit* lui-même, Babasaheb Ambedkar a initié un des premiers mouvements d'émancipation des *dalits*. Le mouvement Mahar dans l'État du Maharashtra a pris une ampleur nationale. Il a mené à la conversion en masse de *dalits* au bouddhisme, en protestation contre le système des castes de l'hindouisme qui les traite comme des êtres inférieurs. En plus de l'article 17 de la Constitution qui abolit la pratique raciste de l'« intouchabilité », l'État indien a dû promulguer en 1989 une loi sévère, la *Loi castes et tribus*, pour contrer les atrocités qui continuent d'être commises¹. **A. D.**

1. Lire Christine Mongin, « Opprimées de l'Inde », *Relations*, n° 707, mars 2006.

grandes sociétés. Il a fait école dans d'autres États indiens et ailleurs dans le monde.

Un autre mouvement important, mené par Medha Patkar¹ et l'écrivaine Arundhati Roy, a été lancé en 1985 pour sauver le fleuve Narmada. Il a contribué à une redéfinition des termes *développement*, *compensation*, *réhabilitation* et *droits humains*. S'il n'a pu empêcher la construction des barrages géants auxquels il s'opposait, il a réussi à forcer le gouvernement à prendre au sérieux la question du déplacement des populations touchées et à prendre davantage en considération les coûts humains et environnementaux du développement dans ses politiques. Il a aussi contraint de puissantes institutions financières comme la Banque mondiale à repenser leurs politiques.

Les résistances des populations indiennes s'inscrivent le plus souvent dans la tradition gandhienne de l'action non-violente; elles font souvent preuve d'inventivité et de persistance. La capacité de survie même des personnes étant souvent en jeu, elles prennent aussi parfois un caractère dramatique. Dans le cas du mouvement pour sauver le fleuve Narmada, en juin 2012, devant le refus des autorités d'entendre les demandes de compensation et de soutien des personnes menacées d'expropriation, quelque 250 personnes sont entrées dans les eaux montantes du fleuve dans une sorte de long suicide par l'eau. Ce n'est que lorsque les médias se sont intéressés à leur sort que le gouvernement a promis d'entendre leurs demandes et qu'elles en sont sorties, 13 jours après.

L'énergie nucléaire, considérée par l'État comme une nécessité dans un contexte où la population et la production sont toujours croissantes, est aussi un enjeu qui mobilise de nombreux groupes, en raison des dangers qui sont associés aux centrales nucléaires et des mesures d'indemnisation déficientes proposées aux populations déplacées. C'est le cas notamment à Jaitapur dans l'État du Maharashtra (une zone d'activité sismique rendant la chose d'autant plus inquiétante) et près de Kanyakumari, dans l'État du Tamil Nadu. Dans la plupart des cas, l'État va de l'avant avec ces projets, laissant la population en colère, anxieuse et insatisfaite.

Les résistances des populations indiennes s'inscrivent le plus souvent dans la tradition gandhienne de l'action non-violente.

Comme partout dans le monde, les activités de compagnies minières en territoires autochtones suscitent aussi des mouvements d'opposition en Inde. Mentionnons les luttes qui durent depuis 2005 dans l'État d'Orissa contre les compagnies Vedanta (Royaume-Uni) et POSCO (Corée du Sud), vivement critiquées pour leurs violations des droits des tribus autochtones de la région et des lois protégeant la forêt et l'environnement. Grâce aux relais d'ONG internationales, les pressions populaires portent fruit. En juillet 2013, un fonds de pension danois s'est retiré de ces projets invoquant l'insuffisance des améliorations en matière de droits humains et environnementaux.

REMÉDIER AUX CONTRADICTIONS

Dans ce pays, qui n'a de la démocratie que le nom, des millions de personnes, en particulier parmi les *Adivasis* et les *dalits*, n'ont pas le droit à la citoyenneté la plus fondamentale. Elles sont sans papiers et ne peuvent se prévaloir d'aucun droit, encore moins de privilèges. La situation est pire en ce qui concerne leurs droits économiques et sociaux, ce qui explique la montée des tensions et du mécontentement social que connaît l'Inde sous la forme de manifestations, de résistances et de conflits. Les succès de quelques-uns de ces mouvements sociaux sont toujours un signe encourageant, même si le chemin vers une paix sociale durable, basée sur la justice et l'équité, semble long et hasardeux. Ces « millions de révoltes » sont la démocratie en marche.

Dans ce long chemin de luttes, les riches traditions culturelles et religieuses de l'Inde, caractérisées par une relation symbiotique entre l'être humain et la nature, continuent d'être une source d'inspiration pour protéger l'environnement. Dans la période védique (1800 à 800 av. J.-C.), cette relation s'exprime par de nombreux hymnes à la nature. L'ensemble du cosmos est considéré comme un tout unifié (*Rta*) dans lequel tous les écosystèmes distincts convergent pour créer un univers harmonieux. Une autre notion importante, cette fois propre aux populations tribales, est celle du « bois sacré », rendant compte d'un mode de vie en étroite relation avec la nature. Les noms des tribus sont associés aux animaux et divers éléments de la forêt, par respect et vénération. Ce lien étroit et organique avec la nature est actualisé dans l'Inde contemporaine par une célèbre parole de Gandhi, qui inspire les mouvements écologistes: « La Terre peut répondre aux besoins de chacun, mais pas à l'avidité de tous. » ●

1. Elle était candidate du parti Aam Aadmi (parti de « l'homme ordinaire »), né des mobilisations de 2011-2012 contre la corruption, aux élections de 2014.